

Mesdames Messieurs les Gilets jaunes vous vous trompez de cible !

Alors que ce nouveau gouvernement, le premier à être composé en grande partie de citoyens venant de la société civile, donc du peuple, vous prétendez vouloir commander la France avec des éléments venant de votre communauté issue aussi du peuple ! Déjà là, il y a quelque chose de contradictoire.

Vous ne savez certainement pas que dès l'installation du gouvernement EM, il a été mis en place des structures régionales de concertation, travaillant dans une trentaine de commissions ciblées sur chaque administration à réformer, correspondant au projet de la candidature présidentielle. Notamment celles sur l'emploi, la formation, le chômage, les retraites, le numérique, la santé. Et même des sous-commissions pour chaque projet.

Tout le monde pouvait intégrer ces commissions, coopérer et s'impliquer. Les participants sont en très grande partie issus de la société civile et peu d'anciens militants politiques. Ils sont en moyenne très jeunes, 20 à 35 ans, très engagés voulant à tout prix réformer la société, la rendre plus performante, dynamique, plus juste, plus équilibrée. Les remontées se font par le député local et les « chefs de projets » parisiens qui assistent aux phases finales. Ceux-ci rendent leur rapport aux parlementaires qui doivent voter la loi.

Vu les manifestations violentes actuelles on peut se poser la question : Pourquoi cela n'a pas fonctionné, pourquoi cette concertation nationale qui impliquait la base, qui aurait dû être très performante n'a pas été entendue, ni perçue ?

Après analyse, ces commissions ont certainement été trop centrées dans les grandes villes et ont très peu impliqué les populations rurales qui n'ont même pas connu leur existence. Et même dans ces villes, une majorité d'habitants n'en ont apparemment jamais entendu parler !

Cette méconnaissance est venue en grande partie d'un manque de communication volontaire ou non et en deuxième de n'avoir ciblé que des groupes de la société civile travaillant déjà en réseaux. Ceux qui sortaient peu, ne s'informaient pas, n'étaient pas en contact permanent par l'intermédiaire d'associations, tels les étudiants et des jeunes impliqués. Ils se sont trouvés hors circuit.

Cela s'aperçoit aujourd'hui dans les interviews, la plupart des manifestants sont des personnes qui se trouvent en grande partie hors du jeu politique, d'origines sociales diverses et avec des idées très différentes, pas forcément très structurées.

La seule chose qui les a rassemblés, c'est un mécontentement sourd, un ressenti général de dégradation de leurs conditions de vie, du déclin de la France, sans en connaître vraiment l'origine. Ils sont par-contre outrés en entendant les messages diffusés, annonçant que les riches étaient de plus en plus riches et les plus pauvres de plus en plus pauvres. Ce qui n'est pas faux pour les plus riches, mais concernant les plus pauvres, ils sont beaucoup moins pauvres qu'avant et leur nombre n'a cessé de décroître.

Mesdames, Messieurs les Gilets Jaunes, vous vous trompez de cible

C'est presque uniquement la réduction des temps de travail et d'activité au regard d'une

augmentation constante de la durée de vie (7 heures de plus chaque jour) qui sont responsables de la dégradation de la société française. Et cette augmentation de la vie ne risque pas de s'arrêter comme certains le prétendent : Moins de morts sur les routes, l'écologie, le bio, les progrès constants de la médecine, les avancées scientifiques de l'IA (Intelligence artificielle) du numérique. Seuls critères négatifs, la sédentarité et l'obésité.

Causes détaillées de l'enchaînement de la dégradation progressive de l'état de la France

C'est surtout en 1982 que cela a véritablement commencé à s'accélérer, par les ordonnances qui ont été instituées :

Le passage de 40 à 39 heures

La 5ème semaine de congés

Le 8 mai remis férié (enlevé sous Giscard)

Et surtout le plus important, le passage des départs en retraites de 65 ans à 60 ans

Les trois premières auraient pu peut-être se « digérer », même si les 39 heures ont posé de grandes difficultés de réorganisation aux entreprises travaillant en 3X8, 4X8, 5X8, feux continus

Mais les 60 ans ont été catastrophiques pour tous, y compris les comptes de la nation et en premier ceux de la Sécurité Sociale. Cinq années de moins de cotisants, c'est cinq années de plus à payer une retraite (non cotisée sur ces 5 années). Le manque à gagner se chiffre par année à 300 milliards d'euros depuis cette date jusqu'en 2017 avec la retraite à 62 ans, mais c'est encore aujourd'hui 200 Mds de perdu par an.

Ces ordonnances ont provoqué une grave dépression, engendrant deux dévaluations successives du franc.

Ces dévaluations ont eu comme répercussion une forte baisse du pouvoir d'achat.

Cette baisse de pouvoir d'achat a occasionné une baisse importante de consommation.

Cette baisse de consommation a pénalisé les entreprises, qui ont vu leur marge s'effriter.

Ce sont des marges de plus en plus faibles qui ont provoqué la fermeture d'un nombre de plus en plus important d'entreprises.

C'est les fermetures d'entreprises surtout en milieu rural qui ont désertifié nos campagnes.

C'est aussi cette désertification qui a diminué tous les services de proximité : le café, l'épicerie, la boucherie, la boulangerie et mêmes tous les autres services, médecins, pharmacies, y compris ceux de santé, maternité, hôpitaux et même des artisans.

Cette diminution de proximité a fortement augmenté les coûts d'achat, entre autres par les déplacements et le coût des interventions de plus en plus éloignées. Un des facteurs de la création des grandes surfaces avec des produits moins chers.

Cette création a encore accentué la fermeture de petits commerces et même des services de proximité.

C'est des coûts de production de plus en plus élevés dus à une fiscalité grandissante, qui ont poussé les sociétés à se délocaliser pour ne pas disparaître.

Cette baisse de résultats a aussi provoqué des vagues de licenciements et un chômage en augmentation.

Ces licenciements ont diminué les rentrées de cotisations salariées et employeurs pour la sécurité sociale.

Ces moindres rentrées de charges sociales ont obligé le gouvernement à augmenter les cotisations.

Ce qui a encore diminué le pouvoir d'achat et la baisse de consommation.

Ces baisses successives ont ensuite provoqué la création de la CSG et la RDS par Michel Rocard. CSG qui a commencé par des retenues sur salaires avec un taux de 1,1 %, atteint aujourd'hui un taux jusqu'à 17,2% sur tous les produits financiers.

C'est aussi les pensions de retraites et les prestations Assedic des chômeurs qui étaient sans charge, qui se sont trouvées amputées par la CSG.

C'est aussi toutes ces réductions de rentrées fiscales qui n'ont pu permettre à nos gouvernants de ne plus pouvoir boucler les budgets et se retrouver avec un déficit grandissant.

C'est aussi par idéologie politique et la peur de la rue que nos gouvernants ont laissé filer ces déficits. En augmentant d'avantage les prélèvements, les budgets auraient pu être équilibrés, au détriment du pouvoir d'achat donc de la consommation

C'est l'ensemble des déficits qui ont créé une dette devenue monstrueuse.

C'est aussi ces manques de rentrées et une médecine de plus en plus performante demandant plus d'investissements, qui ont provoqué une dette colossale de la Sécurité Sociale cumulée de l'ordre de 450 milliards.

C'est ces déficits constants qui ont contribué à la création de la CADES (Caisse d'Amortissement des Dettes de la Sécurité Sociale). Caisse qui permet de dissimuler le véritable déficit de l'organisme social.

C'est tous ces déficits et dettes qui ont obligé l'état à réajuster constamment les taux de cotisations qui sont passées de 6,5% dans les années 1960 à 22% aujourd'hui (Non-cadre) !!!

C'est aussi du fait des moindres remboursements de la Sécurité Sociale que les mutuelles se sont créées, ce qui a encore amputé le salaire net et continué à faire baisser le pouvoir d'achat.

C'est un nombre de chômeurs en augmentation constante qui a rendu les caisses Assedic en grand déficit.

C'est pour maintenir un ordre social, une façade vis-à-vis de l'Europe, un taux de pauvreté respectable que Michel Rocard a créé le RMI. Regardez l'Allemagne dont on vante la réussite et sa gestion, a un taux de pauvres plus fort que le nôtre. Ils n'ont pas du tout choisi la même orientation sociale que nous. Il faut rappeler qu'ils ont eu à incorporer l'Allemagne de l'Est qui a été un véritable gouffre financier et ce n'est pas encore terminé.

C'est l'augmentation du chômage en France, ou plutôt le transfert des personnes après deux ans vers l'ASS et surtout le RMI devenu RSA et même RSA activité, qui ont considérablement boosté leur nombre. (De 100.000 familles en 2009, le nombre est passé à 1,84 million en 2018 ! : coût 10,63 Mds d'euros en 2017) Le coût s'est surtout « envolé » parce que l'indemnité payée à un seul chômeur s'est retrouvée étendue à toute la famille !

C'est aussi pour faire reculer le chômage par une réintégration au monde du travail que la Prime d'Activité a été mise en place. (Fusion du RSA activité et de la PPE). 5,3 millions en bénéficient avec un coût de 1,26 milliard d'euros.

C'est aussi la création de la CMU (Couverture Maladie Universelle) en 2009 en remplacement de la très ancienne PUMA (Protection Universal Maladie) qui prend en charge les coûts de santé des plus pauvres.

C'est aussi l'extension importante de création de logements sociaux qui sont passés successivement en pourcentage de 10 à 25%, jusqu'à avoir des familles qui ne paient plus rien. (Eau, électricité, gaz)

C'est aussi les exonérations de taxe d'habitation, de redevance télévision,...

C'est près de 55% de familles qui ne paient pas d'impôt sur le revenu (Il serait certainement logique que toute personne paie cet impôt par exemple 50 à 100â,-, en tant qu'implication citoyenne).

C'est la France qui est devenue le pays le plus dépensier en termes de protection sociale. 714,3 Milliards d'Euros et 759,1 Mds avec sa gestion soit 32% du PIB et 56,2% de l'ensemble des dépenses publiques ! Mais c'est aussi le pays qui a la pression fiscale la plus forte avec 48,4% contre 40,2% pour la moyenne européenne.

Les Gilets Jaunes ne connaissent pas ces données ou peu et aujourd'hui ne veulent pas le comprendre, ce qui les pousse à avoir des demandes complètement inconsidérées en termes de gestion financière d'un état et les pousse à se lancer dans des actions inconsidérées.

La plupart des Français non plus ne connaissent pas les causes de la dégradation économique de la France. Il est vrai que tous les politiques par idéologie n'ont pas toujours su, ou n'ont jamais voulu, ni oser aborder le sujet de peur de perdre la face.

Seuls deux d'entre eux ont osé aborder ce sujet et agir : Thierry Breton, Ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie en intervenant à la télévision, a déclaré en juin 2005 que la France « vit au-dessus de ses moyens », et qu'avec 1 000 milliards de dette cela devenait insupportable.

Le deuxième, François Fillon en septembre 2007 annonçant, « Je suis à la tête d'un État qui est en situation de faillite sur le plan financier, je suis à la tête d'un État qui est depuis quinze ans en déficit chronique, je suis à la tête d'un État qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis vingt-cinq ans. Ça ne peut pas durer ».

Et oui M. Fillon cela a duré, puisque les déficits ont continué avec une dette française qui tutoie en janvier 2019 la barre des 100% du PIB (et même 100,9% depuis l'intégration du déficit de SNCF Réseaux) = à 2348 Milliards d'euros, soit 2465 euros par seconde !

Est-ce que nos Gilets Jaunes en ont conscience, je ne le pense pas, ou ne veulent pas l'entendre !

Pour terminer sur un autre mauvais point, il est bon de rappeler que la France est devenue depuis 2013 "le premier pays émetteur de dette en euros au monde, devant l'Espagne, l'Italie et la Grèce" !!!

www.danielmoinier.com